

## **Monnaie unique, économies divergentes.**

*Le grand marché pousse les économies nationales à se spécialiser différemment, ce qui compromet les chances de survie de l'Euro.*

La mise en place informatique et comptable de l'Euro a donné lieu à une surenchère risible de commentaires dithyrambiques : la nouvelle monnaie ne doit pas seulement accélérer la croissance, développer l'emploi, remplacer le dollar dans son rôle mondial, faire l'envie des japonais, multiplier l'investissement, accroître l'efficacité des marchés de capitaux, abaisser les taux d'intérêt, intensifier la concurrence, stimuler les reconversions industrielles, éradiquer l'inflation, pousser à l'assouplissement des marchés du travail et à la réforme de l'Etat-providence, mais elle crée également l'euphorie boursière en dépit des prévisions de baisse des bénéfices des entreprises et de ralentissement significatif de l'activité économique prévu pour cette année. Et "last but not least" elle est évidemment irréversible en nous conduisant à l'union politique qui fera de notre continent la première puissance du monde. Hormis cette dernière vertu, géopolitique, on croirait entendre la répétition, presque à l'identique, du panagéryque des nationalisations en 1982. Le programme commun, lui aussi, devait nous "faire passer de l'ombre à la lumière" en constituant "le fer de lance de la croissance" tout en garantissant l'emploi. Faut-il rappeler ce qu'en ont été les résultats, et le revirement à 180 degrés de la politique économique socialiste en 1984, et la mise en oeuvre de la privatisation dès 1986 ?

## **Comme prévu**

Aujourd'hui cependant, la poursuite de l'unification monétaire de l'Euroland nous conduit exactement sur la trajectoire prévue par les eurosceptiques : la politique monétaire restrictive inscrite dans les statuts de la banque de Francfort détermine des taux d'intervention à court terme qui restent élevés en termes réels alors que la déflation se confirme en France, et sans doute demain en Allemagne. Il s'ensuit un Euro "cher" par rapport au dollar et aux autres devises, qui réduira encore davantage le rythme de la croissance en 1999. Quoi qu'en dise M. Duisenberg et quoi que puissent demander MM. Strauss-Kahn et Lafontaine, la logique du système mis en place, les nécessités du lancement d'une monnaie nouvelle qui n'a pas fait ses preuves, ainsi que la "constitution monétaire" de Maastricht poussent fortement le responsable de la BCE à appliquer à la lettre une politique financière conservatrice.

Et la convergence tant annoncée des économies ne se produit pas, ni pour ce qui est de la conjoncture, ni pour ce qui est des structures de production. Les divergences conjoncturelles apparaissent en effet de façon évidente entre les pays membres alors qu'on applique évidemment la même politique de crédit à l'Irlande qui bénéficie d'une forte croissance et risque l'inflation, et à la France qui entre en déflation et où l'activité va se réduire.

## **Spécialisation structurelle**

Ces divergences de rythme d'activité ne sont pas le fruit du hasard. Elles viennent de ce que la structure de l'activité n'est pas la même en Irlande, au Portugal, en Espagne et en Finlande. Dans

ces conditions, un même environnement économique international suscite des croissances différentes dans des pays différents.

Les sectateurs de l'Euro affirment alors que la "convergence des économies" ne manquera pas de se produire à terme, le marché unique homogénéisant nécessairement les structures productives au sein de l'Euroland. Mais il ne faut pas être grand clerc pour observer que rien de tel ne se produit au sein des économies nationales, unifiées depuis longtemps au plan de la monnaie, de la réglementation et des fiscalités.

Il en va de même en Europe, depuis la création du Marché Commun. Loin de rapprocher les structures, le libre échange et les marchés communs, et plus encore les marchés unifiés par la monnaie et la réglementation, font jouer à plein la loi de la spécialisation internationale. Comme les atouts locaux ou nationaux ne sont pas identiques, les structures industrielles, c'est-à-dire les entreprises, se spécialisent. Et le mouvement est renforcé par ce que l'on appelle les "économies d'agglomération" qui font qu'il est plus avantageux d'exercer une activité spécifique dans un lieu où se trouvent déjà d'autres entreprises qui ont opté pour la même spécialisation. C'est Silicon Valley en Californie, ou la route 128 près de Boston, l'automobile dans le centre et le sud de l'Allemagne, les activités d'import-export à Rotterdam et sur la mer du Nord, la petite mécanique en Lombardie et ainsi de suite.

## **La réalité des faits**

Dans une très intéressante étude, non encore publiée, deux universitaires allemands, Anja Klüver et Gerhard Rübel de l'université de Passau montrent que ce phénomène de concentration géographique et de spécialisation industrielle n'a cessé d'augmenter en Europe entre 1972 et 1992 ("Industrial agglomeration and the likelihood of asymmetric shocks occurring in a monetary union - an empirical analysis", 1998). En suivant la méthode de Paul Krugman qui a mesuré le degré de concentration géographique des divers secteurs d'activité des entreprises américaines, les auteurs calculent, pour différents degrés de finesse dans le classement sectoriel des entreprises, le degré de concentration de l'activité selon les pays. Par exemple, la concentration géographique est forte lorsque la part de l'emploi d'un pays dans l'ensemble de l'emploi européen du secteur du cuir et de la maroquinerie est supérieure à la part de l'emploi d'ensemble de ce pays dans le total de l'emploi européen. La concentration géographique augmente lorsque cette différence s'accroît.

En résumant leurs observations pour les trois années 1972, 1982 et 1992, les auteurs concluent à un mouvement général de concentration et de spécialisation géographique croissante dans les treize pays étudiés (Belgique, Danemark, Allemagne, Finlande, France, Grèce, Italie, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Suède, Espagne et Grande-Bretagne). Et la tendance est fortement marquée dans tous les types de secteurs. Les diverses industries tendent à se concentrer dans certains pays seulement. Il s'ensuit que les structures industrielles des pays européens divergent sans ambiguïté.

## **Ressources spécifiques**

La raison fondamentale de ce processus est, selon les auteurs, l'analyse classique dite de

Hecksher-Ohlin, qui explique la spécialisation par la disponibilité de facteurs de production particuliers, qu'il s'agisse de travail qualifié, de capital plus ou moins abondant, ou d'autres ressources qui ne sont pas également disponibles dans tous les pays. L'avantage comparatif de chacun dans tel ou tel type de production est alors différent et la spécialisation, favorisée par l'ouverture des échanges, s'installe.

La conclusion s'ensuit nécessairement: les économies nationales de plus en plus différenciées vont réagir de façon différente à l'évolution de la conjoncture qui favorise un jour les produits énergétiques, le lendemain les services informatiques et l'année suivante l'industrie chimique. Les conjonctures nationales auront donc tendance à diverger. Ce qui rend de plus en plus problématique la définition d'une politique monétaire au niveau d'un ensemble toujours plus hétérogène.

Comme on le sait les Etats-Unis connaissent le même problème, mais la grande mobilité du travail permet aux salariés d'aller chercher l'emploi dans les Etats de l'Union où la conjoncture est la plus soutenue. D'autre part, l'impôt fédéral, qui représente une fraction importante du Pib, prélève plus de recettes sur les Etats en expansion ce qui permet de subventionner les chômeurs et les administrations des Etats en récession.

L'Euroland ne dispose d'aucun de ces moyens. La zone est donc désarmée face aux risques conjoncturels qui seront nécessairement, structurellement, asymétriques. Une politique monétaire commune va donc s'avérer très inférieure en efficacité à des politiques nationales "sur mesure". Ces inconvénients vont se révéler pleinement en 1999 et en 2000.

Il ne restera plus aux gouvernements nationaux qu'à créer et alourdir très rapidement un impôt "fédéral" puisque les pays qui seront les plus frappés par une récession donnée seront aussi les moins à même d'imposer leurs actifs moins nombreux et moins riches pour aider leurs chômeurs plus nombreux.

La marche à l'Europe fiscale et redistributrice est engagée.

JJR

*Le Figaro*, 8 janvier 1999